



8 mars : grève féministe Brisons les chaines sexistes du capital !

Le 8 mars est une étape de lutte décisive pour construire une société réellement démocratique, d'égalité et de justice sociale. C'est aussi un temps fort de solidarité internationale où le mouvement social féministe doit imposer un véritable rapport de force pour faire entendre ses exigences.

Partout dans le monde, des femmes et des peuples affrontent guerres impérialistes, occupations militaires, coups d'État et régimes obscurantistes. En Afghanistan, en Iran, en Palestine, en Ukraine, au Soudan, au Venezuela et ailleurs : des femmes résistent, s'organisent, descendent dans la rue au péril de leur liberté et de leur vie. Le peuple et les femmes kurdes du Rojava subissent une offensive militaire d'envergure menaçant l'existence même des populations et les acquis démocratiques, féministes, politiques et sociaux arrachés au prix de sacrifices immenses. La FSU réaffirme sa solidarité pleine et entière avec celles qui subissent bombardements, viols de guerre, exils forcés, politiques migratoires racistes et persécutions théocratiques : leur combat pour la liberté, la dignité et l'égalité est aussi le nôtre.

En France à contre-courant des besoins, le gouvernement impose un budget d'austérité profondément sexiste. Les services publics où les femmes sont à la fois massivement salariées et principales usagères, subissent des coupes, suppressions de postes, fermetures de classes, de lits, de structures de proximité. À chaque recul du service public ce sont les femmes qui encaissent : conditions de travail dégradées, charge mentale renforcée, et l'accès aux services publics de santé, d'éducation, de la petite enfance... est de plus en plus difficile. Outre la persistance des inégalités économiques, les violences sexistes et sexuelles au travail restent nombreuses et encore trop souvent impunies. S'y ajoutent également des attaques directes contre les droits des agentes : décote salariale de 10% en cas de congé maladie ordinaire y compris pour les femmes enceintes, projet de diminution des jours « enfant malade ». Être malade, enceinte ou assumer la parentalité devient ainsi un motif de sanction financière. Cette politique constitue une violence sociale ciblée contre les femmes déjà surreprésentées dans les emplois les plus précaires, à temps partiel imposé avec des carrières discontinues et des pensions amputées.

Dans ce contexte, la FSU réaffirme son soutien aux mobilisations des AESH dont le métier concentre tous les marqueurs de cette ségrégation professionnelle organisée. Elle exige l'abrogation des mesures discriminatoires, un véritable statut pour les AESH, la revalorisation de l'ensemble des métiers féminisés et des moyens pour des services publics renforcés - condition indispensable de l'égalité femmes-hommes.

Parallèlement deux chantiers majeurs sont ouverts : la renégociation des accords d'égalité professionnelle dans la fonction publique et la transposition de la directive

européenne sur la transparence salariale. Ils peuvent devenir des leviers pour lutter contre les inégalités, à condition de ne pas être transformés en vitrines sans contenu. La FSU refuse les effets d'annonce : elle exige une application effective et contraignante du principe « à travail de valeur égale, salaire égal » avec une définition de la valeur du travail fondée sur des critères explicites et non sexistes (qualification, expérience, charge physique et nerveuse, niveau de responsabilités), ainsi que des plans d'action dotés de moyens, d'objectifs chiffrés, de calendriers et d'obligations de résultat. La directive européenne ne doit pas être transposée au rabais pour sauver les apparences mais saisie comme une occasion historique de sortir de l'incantation des « grandes causes nationales » pour obtenir de véritables avancées en matière de salaires, de réduction des écarts entre les rémunérations, de carrière et de pensions.

Au quotidien, la FSU porte l'exigence d'égalité au travail et dans toute la société pour les femmes d'ici et d'ailleurs, pour les agentes et les usagères des services publics. La FSU appelle à construire une réponse collective, globale et massive à un système qui prétend nous assigner et nous faire taire.

Le 8 mars ne lâchons rien et soyons nombreuses et nombreux engagé·es dans la Grève féministe et dans les mobilisations.
